

FORT DE SON SUCCÈS, UN PROGRAMME FORESTIER S'ÉLARGIT AU PAYSAGE DANS SON ENSEMBLE

ŒUVRER POUR les acteurs forestiers locaux dans 80 pays en développement

AGIR POUR aider les acteurs forestiers à participer aux prises de décisions et à obtenir des financements

TRAVAILLER AVEC les départements des forêts et un ensemble d'acteurs forestiers

TRAVAILLER GRACE à la Suède, à la Finlande, à la France, à l'Allemagne, à la Norvège, à l'UE, aux États-Unis, à l'Autriche, à l'Irlande, aux Pays-Bas, à la République tchèque, à la Suisse, au Paraguay, au Royaume-Uni, à la Banque mondiale, à Tropenbos International et à d'autres partenaires fournisseurs de ressources

Le Mécanisme de la FAO pour les programmes forestiers nationaux montre que même dans les pays les plus pauvres du monde, l'octroi de dons de faible montant en vue de soutenir les organisations locales peut avoir un impact significatif. Le Mécanisme a permis de promouvoir le partage de bonnes pratiques entre les pays et de soutenir la révision ou la formulation de nouvelles politiques ainsi que diverses initiatives régionales réussies telles que la revitalisation de l'enseignement forestier en Afrique de l'Est ou l'élaboration d'une stratégie pour le développement de l'industrie forestière dans le bassin du Congo.

Au Guatemala, une alliance nationale des organisations forestières communautaires, constituée d'autochtones et de groupes d'utilisateurs de la forêt, a reçu des dons de faible montant en vue de faciliter la tenue de réunions et de mettre en place des réseaux de communication pour peser sur les politiques adoptées au niveau national et international. En deux ans, elle est devenue une force politique représentant 400 000 utilisateurs de la forêt.



Entre 2002 et 2012, le Mécanisme de la FAO pour les programmes forestiers nationaux a octroyé 900 dons de faible montant à des ONG, à des universités et à des organismes publics, ainsi qu'à des associations d'utilisateurs de la forêt, à des communautés autochtones et à d'autres organisations dans 80 pays en développement. Les dons, d'un montant moyen de 25 000 USD, visaient à favoriser le rôle moteur des pays et à renforcer la participation des parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes forestiers nationaux. Les résultats obtenus montrent que, avec le soutien et la participation des acteurs locaux, les forêts peuvent être des moteurs de croissance et faire avancer l'activité économique à tous les niveaux. Aujourd'hui, le programme se poursuit dans le cadre du nouveau Mécanisme en faveur des agriculteurs et des forêts. Il continuera d'octroyer des dons de faible montant aux organisations de producteurs locales, donnant aux communautés l'occasion et la capacité de préserver et d'améliorer leurs forêts, et de s'exprimer dans le processus d'élaboration des politiques. Un autre objectif sera de sensibiliser les acteurs à la large contribution des forêts – en se concentrant sur la mise en évidence des liens unissant les forêts et les autres secteurs qui dépendent de ces ressources précieuses ou qui sont influencés par elles, comme l'agriculture, l'énergie, le tourisme et l'économie.

Au Libéria, malgré les interdictions d'exploitation, des opérateurs corrompus ont continué les abattages et l'exportation de bois d'œuvre.

Un don de faible montant a permis de relier des communautés forestières dispersées qui essayaient de protéger leurs forêts. En 2010, avec le soutien



30 pour cent des forêts dans le monde sont gérées par des acteurs locaux – petits exploitants, femmes, communautés forestières et peuples autochtones.

du Mécanisme, le Libéria a créé une plate forme pour les programmes forestiers nationaux, comprenant son forum national pour les forêts et 15 forums de comté, chapeautés par un comité directeur réunissant les diverses parties prenantes. Cette plate-forme permet aux parties prenantes de débattre de questions essentielles liées aux ressources naturelles et de mieux diffuser les informations relatives aux politiques.

Au Cambodge, des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités soutenues par le Mécanisme ont permis d'améliorer la capacité du pays à prendre part aux processus liés aux programmes forestiers nationaux. La mise en place de relations de travail entre les membres de la société civile, les collectivités, les partenaires de développement et les représentants des pouvoirs publics, l'instauration de relations de confiance et le renforcement des capacités: autant de grands défis dont la réalisation a pris beaucoup de temps. Cependant, ces efforts se sont révélés particulièrement payants au Cambodge.

RECONNAÎTRE À SA JUSTE VALEUR LA CONTRIBUTION DES ACTEURS LOCAUX QUI GÈRENT LES FORÊTS

Aujourd'hui, 30 pour cent des forêts dans le monde sont gérées par des acteurs locaux – petits exploitants, femmes, communautés forestières et peuples autochtones. Bien que cette gestion soit dans la plupart des cas informelle, ces utilisateurs de la forêt jouent un rôle énorme dans le succès

des investissements sur le terrain. Pourtant, ils sont souvent ignorés dans les processus décisionnels et tenus à l'écart des opportunités économiques et commerciales.

Comme on a pu s'en rendre compte dans les 80 pays couverts par le Mécanisme, les petits exploitants ne seront pas associés au processus national tant qu'ils ne seront pas organisés. Grâce au travail de sensibilisation mené par les organisations locales de mise en œuvre du Mécanisme, la contribution du secteur forestier a gagné en visibilité dans les pays partenaires.

Ces dons, dont l'objectif spécifique est de permettre l'association des petits exploitants aux débats sur les politiques et les législations, ont prouvé que les populations rurales pouvaient tirer un profit économique des forêts, renforçant significativement leur sécurité alimentaire.

RENFORCER LA VISIBILITÉ DU SECTEUR FORESTIER

Après avoir créé des groupes de parties prenantes et permis aux organisations forestières de mieux se faire entendre par les pouvoirs publics, la prochaine phase du Mécanisme s'intégrera dans le Mécanisme en faveur des agriculteurs et des forêts. Il continuera de guider les groupes locaux et de leur octroyer des dons de faible montant, pour leur permettre de mieux s'organiser et d'être représentés dans le processus. Mais comme son nom

l'indique, le Mécanisme en faveur des agriculteurs et des forêts mettra davantage l'accent sur l'«intégration intersectorielle», s'intéressant à l'ensemble du paysage et non plus seulement à la forêt.

Un des objectifs sera donc de sensibiliser les acteurs aux liens unissant les forêts et les autres secteurs qui en dépendent ou qui sont influencés par elles tels que l'agriculture, l'énergie, l'eau, le commerce, l'environnement et même le tourisme. Nombre des activités du secteur forestier étant informelles et ses contributions économiques n'étant pas souvent prises en compte dans les informations statistiques, il est bien souvent mis sur la touche et n'est pas considéré comme un contributeur important au PIB ou à la création d'emplois. Trop souvent, on ne prend pleinement conscience de la contribution des forêts à la vie économique que lorsque celles-ci commencent à disparaître.

Tourné vers l'avenir, le nouveau Mécanisme en faveur des agriculteurs et des forêts continuera d'aider les parties prenantes à s'organiser pour être représentées et pouvoir s'exprimer dans les débats sur les politiques forestières et agricoles. Toutefois, du fait de son approche plus large, il veillera également à ce que le secteur joue un rôle plus visible dans les décisions que prendront les responsables politiques en matière de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de changement climatique.